

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n°221209-001 : Décision modificative n°2/2022 budget principal

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 4 novembre 2022,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°220104-04-04 du 4 février 2022 portant vote du budget primitif 2022 du budget principal,



VU la délibération n°220513-05 du 13 mai 2022 portant vote du budget supplémentaire du budget principal,

ID : 040-214003048-20221209-221209_001-BF

VU la délibération n°220930-002 du 30 septembre 2022 portant vote de la décision modificative n°1 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°2/2022 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 496 140,49 € et en section d'investissement à 452 253,32 €.

Le détail est présenté dans le tableau ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	F	011	020	6161	Cotisations assurances	6 300,00
D	F	011	020	6231	Annonces et insertions	13 100,00
D	F	011	020	628808	Prestations de services	24 100,00
D	F	011	01	6358	Autres droits	18 236,00
D	F	012	810	64111	Rémunération principale	25 000,00
D	F	65	020	6574	Subventions aux associations	-18,00
D	F	65	33	6574	Subventions aux associations	-6 300,00
D	F	65	41	6574	Subventions aux associations	1 800,00
D	F	65	422	6574	Subventions aux associations	1 775,00
D	F	65	95	6574	Subventions aux associations	-20 459,83

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	F	66	01	66112	ICNE	-20 000,00
D	F	67	026	678	Autres charges exceptionnelles (caveaux)	13 500,00
D	F	042	01	6811	Dotations aux amortissements	7 161,73
D	F	023	01	023	Virement à la section d'investissement	431 945,59
Dépenses de fonctionnement						496 140,49
R	F	013	810	6419	Atténuations des charges	25 000,00
R	F	70	822	703233	Redevances occupation domaine public communal	152 700,00
R	F	70	112	70384	Forfait post-stationnement	25 000,00
R	F	73	020	7381	Taxes additionnelles droit d'enregistrement	320 000,00
R	F	76	020	7688	Autres produits financiers	-26 559,51
Recettes de fonctionnement						496 140,49
D	I	20	020	2031	Frais d'études	6 500,00
D	I	23	810	238-9457	Avance Place des Landais	118 937,45
D	I	23	810	2315-9457	Place des Landais	525 000,00
D	I	23	112	2313-9460	Poste de Police	200 000,00
D	I	23	824	2313-9446	Aménagements bâtiments divers	-398 184,13
Dépenses d'investissement						452 253,32
R	I	040	01	28184	Amortissement mobilier	6 176,29
R	I	040	01	281568	Amortissement poteaux incendie	985,44
R	I	13	421	1328	Subventions CAF informatisation ALSH	380,00
R	I	13	422	1328	Subventions CAF local EJ	6 766,00
R	I	13	71	13251	Subventions Macs Réhab. Logements communaux	6 000,00
R	I	021	01	021	Virement de la section de onctionnement	431 945,59
Recettes d'investissement						452 253,32

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,



APPROUVE la décision modificative budgétaire n°2/2022 du budget principal
le tableau ci-dessus.

ID : 040-214003048-20221209-221209_001-BF

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n° 221209-002 : Décision modificative n°3/2022 « Technique » budget principal

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 4 novembre 2022,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,



VU la délibération n°220104-04-04 du 4 février 2022 portant vote du budget primitif 2022 du budget principal,

VU la délibération n°220513-05 du 13 mai 2022 portant vote du budget supplémentaire du budget principal,

VU la délibération n°220930-002 du 30 septembre 2022 portant vote de la décision modificative n°1 du budget principal,

VU la délibération n°221209-01 du 9 décembre 2022 portant vote de la décision modificative n°2 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°3/2022 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 35 800,00 € et en section d'investissement à 0,00 €.

Le détail est présenté dans le tableau ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	F	042	01	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	9 544,08
D	F	042	01	6761	Différences sur réalisations transférées en investissement	26 255,92
Dépenses de fonctionnement						35 800,00
R	F	77	01	775	Produits des cessions d'immobilisations	35 800,00
Recettes de fonctionnement						35 800,00
D	I					0,00
Dépenses d'investissement						0,00
R	I	040	01	21571	Sortie inventaire - Matériel roulant	9 544,08
R	I	040	01	192	Plus-value sur cession	26 255,92
R	I	024	01	024	Produits des cessions d'immobilisations	-35 800,00
Recettes d'investissement						0,00

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°2/2022 du budget principal telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,

Envoyé en préfecture le 14/12/2022

Reçu en préfecture le 14/12/2022

ID : 040-214003048-20221209-221209_002-BF



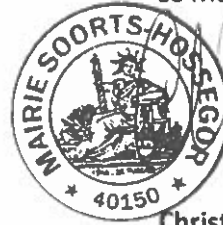
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n°221209-003 : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement - décision modificative n°2/2022 du budget principal

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles L 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction comptable M14,

VU l'avis favorable de la Commission des Finances qui s'est réunie le 4 novembre 2022,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.

Il précise la nécessité de modifier le montant de certaines APCP compte tenu du vote de la décision modificative n°2 de 2022 du budget principal.

Les autorisations concernées par les modifications sont :

- AP19.002 : Place des Landais

Il convient alors de faire glisser 643 937,45 € des crédits de paiement 2023 à 2022.

AP19.002	AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	TOTAL CP
BP 2022	3 938 000,00	852,12	37 597,80	80 877,54	1 125 000,00	2 693 672,54	3 938 000,00
+/-					643 937,45	-643 937,45	0,00
DM2 2022	3 938 000,00	852,12	37 597,80	80 877,54	1 768 937,45	2 049 735,09	3 938 000,00

- AP21.001 : Poste de Police

Il convient alors de faire glisser 200 000,00 € des crédits de paiement 2023 à 2022.

AP21.002	AP	CP 2021	CP 2022	CP 2023	TOTAL CP
BP 2022	1 000 000,00	31 569,80	600 000,00	368 430,20	1 000 000,00
+/-			200 000,00	-200 000,00	0,00
DM2 2022	1 000 000,00	31 569,80	800 000,00	168 430,20	1 000 000,00

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE les modifications apportées aux Autorisations de Programme et aux Crédits de Paiement relatifs à la Place des Landais et au Poste de police.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Marie DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n°221209-004 : Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2023

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle que conformément à l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), si le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.



En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'ouverture des crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2023 s'élève donc au quart des dépenses votées sur l'exercice 2022, comme illustré ci-dessous :

Budget Commune

Comptes	Libellés	Crédits budgétaires 2022	2023 (1/4 de 2022)
202	Frais documents d'urbanisme	73 000,00 €	18 250,00 €
2031	Frais d'études	31 500,00 €	7 875,00 €
2051	Concessions et droits similaires	67 100,00 €	16 775,00 €
2041582	Subventions autres équipements - Sydec	260 000,00 €	65 000,00 €
2041582	9457 Subventions autres équipements - Sydec - Place des Landais	150 000,00 €	37 500,00 €
20422	Subventions autres équipements de droit privé	15 000,00 €	3 750,00 €
2046	Attributions de compensation d'investissement	61 000,00 €	15 250,00 €
2111	Terrains nus	110 000,00 €	27 500,00 €
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	13 500,00 €	3 375,00 €
2128	Autres agencements de terrains	284 315,00 €	71 078,75 €
2128	9452 Trait de côte	21 000,00 €	5 250,00 €
21316	Equipements du cimetière	20 000,00 €	5 000,00 €
2135	Agencements et aménagements de construction	327 700,00 €	81 925,00 €
2135	9471 Agencements et aménagements de construction - Bureaux Mairie	120 000,00 €	30 000,00 €
2135	9469 Agencements et aménagements de construction - Maissonnette Sporting	160 000,00 €	40 000,00 €
2135	9468 Agencements et aménagements de construction - Poste de secours Centrale	25 000,00 €	6 250,00 €
2151	Réseau de voirie	375 000,00 €	93 750,00 €
2152	Installations de voirie	30 000,00 €	7 500,00 €
21534	Réseaux électrification	5 000,00 €	1 250,00 €

suite

Comptes	Libellés	Crédits budgétaires 2022	2023 (1/4 de 2022)
21538	Autres réseaux	20 000,00 €	5 000,00 €
21568	Autres matériels et outillages incendie	15 000,00 €	3 750,00 €
21571	Matériel de voirie roulant	185 400,00 €	46 350,00 €
21578	Autres matériel de voirie	11 000,00 €	2 750,00 €
2158	Autres installations, matériels et outillages	88 100,00 €	22 025,00 €
2161	Œuvres et objets d'art	10 000,00 €	2 500,00 €
2183	Matériel de bureau et informatique	33 030,00 €	8 257,50 €
2184	Mobilier	10 000,00 €	2 500,00 €
21841	Mobilier urbain	15 000,00 €	3 750,00 €
21842	Mobilier scolaire	10 000,00 €	2 500,00 €
2188	Matériel divers	193 360,00 €	48 340,00 €
2313	9460 Poste de Police	750 000,00 €	187 500,00 €
2315	9457 Place des Landais	1 450 000,00 €	362 500,00 €
2315	9463 Avenue de Bordeaux	580 000,00 €	145 000,00 €
			1 380 001,25 €

Budget Casino

Comptes	Libellés	Crédits budgétaires 2022	2023 (1/4 de 2022)
2031	Frais d'études	5 000,00 €	1 250,00 €
2135	Agencements et aménagements de construction	20 000,00 €	5 000,00 €
2184	Mobilier	10 000,00 €	2 500,00 €
2188	Matériel divers	10 000,00 €	2 500,00 €
2313	9455 Réhabilitation Sporting Casino	1 143 515,27 €	285 878,82 €
			297 128,82 €

Budget Cinéma

Comptes	Libellés	Crédits budgétaires 2022	2023 (1/4 de 2022)
2188	Matériel divers	10 000,00 €	2 500,00 €
			2 500,00 €

Budget Restaurant Front de Mer

Comptes	Libellés	Crédits budgétaires 2022	2023 (1/4 de 2022)
2135	Agencements et aménagements de construction	37 689,84 €	9 422,46 €
2188	Matériel divers	5 000,00 €	1 250,00 €
			10 672,46 €

VU l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE, jusqu'à l'adoption des budgets primitifs 2023, Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, dont les détails figurent ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

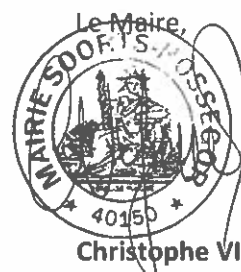
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération 221209-005 : Adoption du référentiel M57 au 1^{er} janvier 2023

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités



locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1^{er} janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui n'a pas été retenu.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. C'est notamment le cas en termes de gestion pluriannuelle des crédits avec, en fonctionnement, la création plus étendue des autorisations d'engagement mais également, à chaque étape de décision, le vote des autorisations en lecture directe au sein des documents budgétaires. Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Les états financiers établis en M57 apportent une information financière enrichie, et la vision patrimoniale de la collectivité est améliorée.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal et les Budgets annexe Casino, Cinéma, Lotissement Pédebert extension 2 et Lotissement les Barthes à compter du 1^{er} janvier 2023.

Ce référentiel imposera l'adoption d'un règlement budgétaire et financier par la commune en vertu des dispositions prévues à l'article 106 de la loi NOTRe. Ce règlement précise les principales règles auxquelles la collectivité doit se conformer.

VU l'article L. 1612-20 du CGCT, en application de l'article 106 de la loi NOTRe,

VU l'avis du Comptable Public sur cette mise en œuvre du référentiel M57,

CONSIDERANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 4 novembre 2022,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée, pour le budget principal et pour les budgets annexes Casino, Cinéma, Lotissement Pédebert extension 2 et Lotissement les Barthes, à compter du 1^{er} janvier 2023.

DÉCIDE de conserver un vote par nature et par chapitre globalisé, avec programmes d'équipement et provisions semi-budgétaires.

APPROUVE la mise à jour des délibérations n°1 du 22 mars 2012 et n°3 du 16 novembre 2017 en précisant notamment les durées applicables aux nouveaux articles issues de cette nomenclature et en revoyant les autres durées d'amortissement.

DÉCIDE de calculer l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis.

DÉCIDE d'aménager la règle du prorata temporis dans la logique d'une approche par enjeux, pour les subventions d'équipements versées, les biens acquis par lot et les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000,00 € TTC. Ces biens de faible valeur étant amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder, à compter du 1^{er} janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

DIT qu'un règlement budgétaire et financier a été préparé et sera soumis à l'approbation du conseil municipal par délibération spécifique.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n°221209-006 : Adoption du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

En raison du basculement en nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2023, il est nécessaire de procéder à un certain nombre de décisions préalables à cette mise en application.

Ainsi, le Règlement Budgétaire et Financier (RBF), jusqu'à présent obligatoire pour les départements et les régions, devient également obligatoire pour toutes les collectivités et tous les établissements publics qui adoptent le référentiel M57.

Les pratiques actuelles de la gestion budgétaire et comptable doivent donc être formalisées dans un RBF, pour toute la durée de chaque nouvelle mandature et avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement municipal.



Adopté pour le budget principal et les budgets annexes (M57), ce RBF pourra faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants adoptés en conseil municipal.

Ce document permettra de :

- Décrire les procédures de la collectivité, les faire connaître avec exactitude et se donner pour objectif de les suivre le plus précisément possible ;
- Créer un référentiel commun pour renforcer une culture de gestion commune entre toutes les directions et les services de la collectivité ;
- Rappeler les normes et respecter le principe de permanence des méthodes ;
- Définir des règles de gestion en matière d'autorisation de programme (AP) et de crédit de paiement (CP).

Le règlement budgétaire et financier proposé, comporte huit parties :

1. Le processus budgétaire
2. Les prérequis au budget
3. L'exécution budgétaire
4. La gestion du patrimoine
5. La gestion des garanties d'emprunt
6. Les régies
7. La commande publique
8. La mise en ligne des documents budgétaires et des rapports de présentation

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU la délibération n°221209-05 du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,

VU la présentation effectuée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, du Règlement Budgétaire et Financier joint en annexe,

CONSIDÉRANT qu'à compter du 1^{er} janvier 2023, dans le cadre de la M57, il convient d'adopter un Règlement Budgétaire et Financier,

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 4 novembre 2022,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'adopter le Règlement Budgétaire et Financier pour le budget principal et pour les budgets annexes Casino, Cinéma, Lotissement Pédebert extension 2 et Lotissement les Barthes tel que présenté en annexe à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal

administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n°221209-007 : Mode de gestion et durée des amortissements des immobilisations pour les budgets communaux

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGIER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La commune de Soorts-Hossegor, via les délibérations n°1 du 22 mars 2012 et n°3 du 16 novembre 2017, a défini les règles et durées d'amortissement des immobilisations pour son budget principal et ses budgets annexes.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2321-2-27 du code général des collectivités territoriales (CGCT), pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité.

Pour rappel sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de classe 2.

Pour rappel, l'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

Le passage à la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023, implique de faire évoluer le mode de gestion des amortissements auparavant gérés selon la nomenclature M14.

Champ d'application :

- Les immobilisations incorporelles en subdivision des comptes 202, 203, 204, 205 et 208 ;
- Les immobilisations corporelles en subdivision des comptes 21, 22 (hors 229), 23 et 24 ;
- Les immobilisations financières en subdivision des comptes 26 et 27.

Les exceptions : les œuvres d'art, terrains, frais d'études suivies de réalisation et frais d'insertion, agencements et aménagements de terrains, immeubles non productifs de revenus..., ne sont pas amortissables.

L'amortissement des bâtiments publics, réseaux et installations de voirie est facultatif.

Il est à noter que ces règles s'appliquent également aux immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition ou en affectation.

Pour les autres comptes, ils ne sont pas obligatoirement amortissables.

Méthode comptable :

Dans le cadre de la mise en place de la M57, il est proposé de mettre à jour la délibération n°3 du 16 novembre 2017, en précisant les durées applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature (cf. annexe jointe).

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable, la commune de Soorts-Hossegor calculant en M14 les dotations aux amortissements en année pleine, avec un début des amortissements au 1^{er} janvier N+1.

L'amortissement prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine de la commune alors qu'en M14, l'amortissement débutait l'année suivant l'acquisition du bien sans proratisation.

Les budgets annexes qui ne sont pas gérés en M57, continuent d'amortir comme précédemment, l'amortissement commençant l'année suivant l'achat et sans proratisation.

Le calcul de l'amortissement est opéré sur la valeur toutes taxes comprises de l'immobilisation pour les activités non assujetties à TVA relevant du budget principal, ou sur la valeur hors taxes pour les activités assujetties à la TVA (funéraire, aire de camping-cars, golf ...) ou les budgets annexes gérés en M57.

Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2023, sans retraitement des exercices clôturés.



Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

En outre, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires, biens de faible valeur...).

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et dans la logique d'une approche par enjeux, d'aménager cette règle pour :

- les subventions d'équipement versées,
- les biens acquis par lot (catégorie homogène de biens dont le suivi individualisé ne présente pas d'intérêt, même imputation comptable, commande unique) donnent lieu à l'attribution d'un numéro par lot,
- les biens de faible valeur : la commune a la possibilité de fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur 1 an. Le seuil est arrêté à 1 000 € TTC.

Il est proposé que ces biens de faibles valeurs soient amortis en une annuité au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Par ailleurs, il est proposé pour ces biens de faible valeur, qu'à la fin de leur amortissement, ces biens soient automatiquement sortis de l'actif.

Durées d'amortissement :

Elles sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l'article R. 2321-1 du CGCT.

Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles correspondent à leur durée probable d'utilisation.

Les durées d'amortissement retenues sont présentées dans les tableaux ci-annexés.

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU la délibération n°20221209-05 du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,

VU la présentation faite par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le champ d'application des amortissements tel que définis ci-dessus.

APPROUVE la méthode de calcul prorata temporis pour toutes les immobilisations à l'exception des biens gérés globalement sous un même numéro d'inventaire précédemment listés.

APPROUVE les durées d'amortissement conformément aux tableaux ci-annexés

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

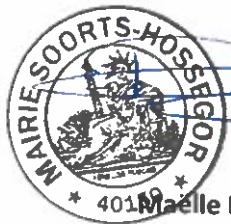
PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n°221209-008 : Dépôt d'un permis d'aménager pour les aménagements dans le cadre de la sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor.

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La particularité de la Commune est de posséder deux centres : le bourg de Soorts et la station balnéaire d'Hossegor. L'avenue de Bordeaux, est un axe de transition entre ces deux pôles qui connaît une circulation très importante. Avec l'afflux de population sur la commune en période estivale, de nombreux cyclistes empruntent cette voie qui n'est pas aménagée pour recevoir ce flux en toute sécurité.

L'objectif principal est de sécuriser tous les modes de déplacements, permettre aux cyclistes et aux piétons de relier Soorts à Hossegor en toute sécurité, sur des voies qui connaissent des problèmes de vitesse et qui devront continuer à accueillir des flux de circulation importants et notamment des poids-lourds.

Ce projet comprend la création d'une voie verte qui sera réalisée au maximum sur la voie existante le traitement des différents carrefours (giratoire, plateaux surélevés...), l'élargissement des trottoirs et la végétalisation si nécessaire.

Tous ces aménagements devront être conçus afin de répondre aux exigences du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces publics (PAVE) de la commune mis en place en application de la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Les grands principes de ce projet ont été présentés et validés par la commission ad hoc.

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer un permis d'aménager pour les aménagements dans le cadre de la sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.


PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n°221209-009 : Dépôt d'un permis de construire pour la réhabilitation du Sporting-Casino

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGIER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Madame la première adjointe précise que la commission ad hoc créée lors du Conseil municipal du 1^{er} septembre 2020 a travaillé sur le projet de réhabilitation du Sporting Casino avec l'équipe de maîtrise d'œuvre composée du cabinet d'architectes Moon Safari, de l'architecte du patrimoine Isabelle Joly, du paysagiste Hervé Gastel et du bureau d'études Otéis.

Les principaux enjeux seront de retrouver l'entrée avec son escalier majestueux et les façades d'origine, d'agrandir le bassin et créer un espace attenant dédié à la détente, de recréer un espace



restaurant qui sera indépendant du Casino, de transformer l'ancien Bengali en un auditorium, et tout ceci dans une ambiance années 1930.

Les grands principes de ce projet ont été présentés et validés par la commission ad hoc.

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer un permis de construire pour la réhabilitation du Sporting-Casino

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n°221209-010 : Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) - Avis de la Commune sur le projet de modification n°3

L'application du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud approuvé le 27 février 2020 nécessite d'évoluer pour s'adapter aux nouvelles réglementations en matière d'urbanisme et aux nouveaux enjeux du territoire (préservation de l'environnement, prise en compte des risques naturels, transition énergétique, besoins en logements accessibles, etc.).

Conformément à l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun n° 3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud a été engagée.

Le projet de modification a pour objet les objectifs suivants :

- recentrer et temporiser le développement urbain, à travers une réduction des zones U/AU et un phasage des OAP ;
- majorer les droits à construire dans les centralités ou pour des projets démontrant une performance énergétique et/ou environnementale ;
- instaurer ou lever des servitudes (emplacements réservés, périmètres d'attente de projet d'aménagement global) ;
- faire évoluer les règles de mixité des fonctions en zone Urbaine, notamment en termes d'implantations d'équipements publics, de commerces et d'activités de services, d'entrepôts, de logements et d'hébergements saisonniers, etc. ;
- renforcer les règles de mixité sociale (instauration de secteurs de mixité sociale, obligations de production de logements sociaux en zone Urbaine) ;
- accompagner la densification des tissus urbains en termes de conditions de desserte et de respect accru des caractéristiques patrimoniale, architecturale, environnementale et paysagère ;
- créer des zones Naturelles indicées afin d'autoriser des bâtiments agricoles ou des équipements publics ou des activités sportives et de loisirs, sans incidences sur un régime de protections aux titres de l'environnement, du paysage et des risques ;
- mettre à jour les annexes du règlement du PLUi : aménagement des terrasses commerciales, liste du patrimoine protégé (article L. 151-19 du code de l'urbanisme), liste du patrimoine pouvant faire l'objet d'un changement de destination (2° du I de l'article L. 151-11 du code de l'urbanisme) ;
- ajuster les règles relatives aux clôtures ;



- compléter et clarifier les règles en zone Agricole et Naturelle (cas des arixaux, changements de destination autorisés, implantation des piscines, bâtiments agricoles, encadrement des extensions, création de desserte, etc.) ;
- apporter des compléments sur la prise en compte des risques (PPRL, remontée de nappes, aléa incendie, etc.) ;
- adapter les OAP à l'évolution des projets ;
- compléter les annexes du PLUi (taxe d'aménagement, PUP, divisions parcellaires soumises à déclaration préalable, etc.) ;
- rectifier des erreurs matérielles relevant d'une contradiction entre les documents réglementaires (règlement écrit, règlement graphique et OAP, annexes) ou d'une erreur d'intégration des évolutions à prendre en compte entre l'arrêt et l'approbation du PLUi.

En application de l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme, le projet de modification du PLUi est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par l'établissement public de coopération intercommunale lorsque le projet a pour effet :

- soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans la zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- soit d'appliquer l'article L.131-9 du code de l'urbanisme,

L'évolution du PLUi envisagée répond à ces critères. Le projet peut donc suivre la procédure de modification, qui est engagée à l'initiative du président de la Communauté de communes conformément aux dispositions de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme.

En application de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification du PLUi de MACS a été notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du même code, ainsi qu'aux maires des communes concernées par la présente procédure.

Avant son approbation par le conseil communautaire de MACS, le projet de modification pourra éventuellement être complété pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, conformément à l'article L. 153-43 du code de l'urbanisme.

En date du 27 juillet 2022, la commune de Soorts Hossegor a été notifiée par courrier du projet de modification n°3 du PLUi par la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud.

Dans ce cadre, il est proposé au conseil municipal de formuler un avis sur le projet de modification n°3 du PLUi.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-36 à L. 153-44, R. 153-20 et R. 153-22 ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20200227D05B en date du 27 février 2020 approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU l'arrêté du président en date du 28 octobre 2020 portant lancement d'une procédure de déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la réalisation d'une centrale photovoltaïque



flottante d'environ 6,9 ha et ses annexes sur le lac de Bédorède dans les communes de Saint-Martin-de-Gosse et 2 autres communes membres de la Communauté de communes du Seignanx (Biarrotte et Saint-Laurent-de-Gosse) et emportant mise en compatibilité n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20210506D06B en date du 6 mai 2021 approuvant la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20220324D06C en date du 24 mars 2022 portant approbation de la modification n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU l'arrêté du président n° 20211021A12 en date du 21 octobre 2021 relatif à la mise à jour n° 1 des annexes du PLUi (servitudes d'utilité publique pour les PT1 et PT2 et le PPRL du secteur du Bourret Boudigau approuvé) ;

VU l'arrêté du président n° 20211112A14 du 12 novembre 2021 portant prescription de la modification n° 2 du PLUi de MACS ;

VU l'arrêté du président n° 20220720A12 en date du 20 juillet 2022 portant prescription de la modification n° 3 du PLUi de MACS ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'émettre un avis favorable sur le projet de la modification n° 3 du plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud

AUTORISE Monsieur le Maire à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Mme DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n° 221209-011 : Attributions de compensation - imputation des coûts des services communs instruction ADS et zones d'activités

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGIER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

1 - SERVICE COMMUN DE SUPPORT ET D'ASSISTANCE À L'INSTRUCTION DE L'APPLICATION DU DROIT DES SOLS (ADS) ET DE POLICE DE L'URBANISME - RETRAIT DE LA COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR - AVENANT N° 4

Depuis le 1er juin 2015, un service commun « application du droit des sols (ADS) », auquel 21 communes de MACS adhèrent, a été créé. Au regard du nombre d'actes pondérés, le service ADS comprenait 4,5 équivalents temps plein (ETP) répartis comme suit :

- 2 agents à mi-temps mis à disposition par la commune de Capbreton,
- 2 agents à mi-temps mis à disposition par la commune de Labenne,



- 1 agent à mi-temps mis à disposition par la commune de Moliets et Maâ
- 1 agent de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, mis à disposition afin d'accompagner et d'organiser la mise en œuvre dudit service,
- 1 agent pour assurer la responsabilité du service commun par voie de recrutement.

À la suite de la réorganisation des effectifs mis à disposition du service ADS par les communes de Capbreton et de Labenne avec effet au 1er octobre 2016, l'équipe d'instructeurs a été complétée par le recrutement d'un agent extérieur pour compenser le temps de travail de 70 % perdu au profit du service d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal. Aussi, le recrutement d'un ETP est intervenu pour assumer la forte augmentation du nombre d'actes sur le territoire.

De plus, la commune de Capbreton, qui avait réduit les quotités des deux agents mis à disposition à 40 %, a souhaité remplacer ces deux agents par un agent mis à disposition à hauteur de 80 % pour faire face à la charge de travail communale. Cette dernière modification a fait l'objet d'un avenant n° 2 à la convention de mise à disposition avec effet à compter du 1er avril 2017.

À la faveur des modifications constatées dans le cadre de l'avenant n° 1 à la convention de service commun signé le 25 octobre 2016, mais aussi des avenants aux conventions de mise à disposition conclus avec la commune de Capbreton et du départ à la retraite de l'agent de Direction départementale des territoires et de la mer, la composition du service ADS a été actualisée comme suit :

- 1 agent mis à disposition à 80 % par la commune de Capbreton,
- 1 agent à mi-temps mis à disposition par la commune de Labenne,
- 1 agent à mi-temps mis à disposition par la commune de Moliets et Maâ,
- 1 agent, responsable du service commun,
- 2 agents pour compenser les modifications intervenues dans les mises à disposition des communes de Capbreton et de Labenne et assurer les missions de contrôle de la conformité des travaux (récolement) et de police de l'urbanisme.

Depuis, dans le cadre d'une réorganisation de services interne à la commune de Capbreton, l'agent qui remplissait une partie de ses fonctions seulement pour le service mis en commun est amené à remplir en totalité ses fonctions dans le cadre dudit service. En application des dispositions de l'alinéa 4 de l'article L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales, *« les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont transférés de plein droit, après avis, selon le cas, de la commission administrative paritaire ou de la commission consultative paritaire compétente, à l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre »*.

La convention de mise à disposition de plein droit de l'agent considéré en vigueur avec la commune de Capbreton est résiliée de plein droit à compter du 1er octobre 2019, date de son transfert de plein droit.

Par ailleurs, en accord avec la commune et l'agent, la fin de la mise à disposition de l'agent instructeur de Moliets et Maâ a été formellement actée à compter du 1er janvier 2019. Les coûts indûment imputés à la commune sur son attribution de compensation (AC) de l'année 2019 lui ont été remboursés par MACS.

La composition du service commun ADS tenant compte des modifications successives s'établit alors comme suit :

- 1 agent MACS, responsable du service commun ADS,
- 1 agent transféré de plein droit par la commune de Capbreton,
- 1 agent à temps partiel (80 %) mis à disposition à mi-temps par la commune de Labenne,
- 4 agents MACS, instructeurs des autorisations du droit des sols.



Un avenant n° 2 à la convention de service commun avec les 21 communes adhérentes a été conclu pour constater ces évolutions.

En 2021, la commune de Labenne pour une question d'organisation interne, ne peut plus mettre à disposition son agent. En accord avec la commune et avec cet agent, la mise à disposition n'est plus effective. Cette situation a fait l'objet d'un avenant n° 3 à la convention de service commun avec les 21 communes adhérentes.

Afin de remplacer cet agent et considérant que son temps d'activité était partiel, il a été proposé qu'un agent soit recruté directement par MACS, d'une part, pour remplacer ce temps partiel et d'autre part, en profiter pour étendre les missions du service à l'activité de police de l'urbanisme (conformité et infraction).

Afin de fixer au plus juste la répartition financière de ce nouveau recrutement, la clé de répartition a été la suivante :

- Pour remplacer le temps partiel de l'agent de Labenne (pour rappel : 0,2 ETP), la répartition est calculée sur les mêmes critères qu'initialement, à savoir au prorata du nombre d'actes depuis ces dernières années ;
- Pour le temps à consacrer aux nouvelles missions de police d'urbanisme, la répartition est calculée au prorata du nombre d'actes concernés par la police de l'urbanisme, à savoir uniquement le nombre de permis de construire et de déclaration préalable. Cette répartition a donné une correspondance en nombre de jours. Puis un courrier a été adressé aux 23 communes pour recueillir leurs avis. Certaines d'entre elles ont souhaité diminuer le nombre de jours à consacrer à cette nouvelle mission. Les jours « abandonnés » par certaines communes ont été attribués à celles qui voulaient un nombre plus important que le calcul initial. Ainsi, l'ensemble des demandes des communes a pu être satisfait et traduit en nombre de jours, à la baisse ou à la hausse.

La composition du service commun ADS tenant compte des modifications successives s'établit alors comme suit :

- 1 agent MACS, responsable du service commun ADS,
- 1 agent transféré de plein droit par la commune de Capbreton,
- 4 agents MACS, instructeurs des autorisations du droit des sols,
- 1 agent MACS consacrant 20 % de son activité à l'instruction des autorisations du droit des sols et 80 % à la police de l'urbanisme.

Aujourd'hui, il est nécessaire de passer un avenant n° 4 à la convention de service commun avec MACS, du fait que la commune de Soorts-Hossegor pour une question d'organisation interne, ne souhaite plus adhérer au service commun ADS de MACS.

La charge supportée, jusqu'à présent, par la commune de Soorts-Hossegor (13 442,26 € annuel) est répartie sur les 20 autres communes au prorata du nombre d'actes ADS actualisé sur la période 2011-2021.

Les modifications financières induites pour le fonctionnement du service commun ADS à compter du 1er juin 2022 sont retracées dans le tableau ci-après :



COMMUNES	Participation actuelle - Service commun ADS	Retrait de la commune d'Hossegor		Participation future - Service commun ADS (a compter du 01/06/22)
		% du nombre d'actes (ADS) actualisés (2013-2021)	Participation annuelle communale	
Angresse	6 252,02	3,90	524,25	6 776,27
Azur	2 951,44	2,60	349,50	3 300,94
Benesse Marenne	8 463,27	4,90	658,67	9 121,94
Capbreton	58 655,98	16,80	2 258,30	60 914,28
Josse	3 279,28	1,90	255,40	3 534,69
Labenne	27 135,33	9,50	1 277,01	28 412,35
Magescq	6 165,33	4,80	645,23	6 810,56
Messanges	4 609,52	3,90	524,25	5 133,77
Moliets	13 733,69	6,50	873,75	14 607,44
Orx	2 763,99	1,50	201,63	2 965,62
St Geours de Marenne	10 004,64	6,00	806,54	10 811,17
St Jean de Marsacq	5 792,57	3,10	416,71	6 209,28
Saint Martin de Hinx	4 815,05	3,40	457,04	5 272,09
Saint Vincent de Tyrosse	4 752,48	0,00	0,00	4 752,48
Ste Marie de Gosse	4 214,96	2,00	268,85	4 483,81
Saubion	4 873,61	3,40	457,04	5 330,65
Saubrigues	4 229,30	2,80	376,38	4 605,68
Saubusse	5 528,48	1,50	201,63	5 730,11
Seignosse	16 899,80	10,50	1 411,44	18 311,23
Soorts Hossegor	13 442,26	0,00	-13 442,26	0,00
Soustons	950,50	0,00	0,00	950,50
Tosse	9 410,92	6,00	806,54	10 217,45
Vieux Boucau	11 682,18	5,00	672,11	12 354,29

Le montant de la participation financière modifié à compter du 1er juin 2022 interviendra par imputation sur l'attribution de compensation prévue à l'article 1609 nonies C du code général des impôts à compter de cette même date. La convention de service commun est actualisée dans le cadre du projet d'avenant n° 4 soumis à l'approbation du conseil communautaire du 24 mars 2022.

Conditions de révision :

Les évaluations et la modification consécutive du coût imputé sur les attributions de compensation seront révisées selon les évolutions nécessaires au bon fonctionnement du service commun.

2 - PACTE FINANCIER ET FISCAL

Le pacte financier et fiscal porte sur une répartition du nouveau produit foncier des zones d'activité économique (ZAE) et des zones d'aménagement commercial (ZACOM), telles que définies au schéma de cohérence territoriale de MACS). Le dispositif de solidarité entre communes et de redistribution au profit des seules communes du territoire concerne uniquement le produit foncier généré par les nouvelles implantations au sein des ZAE et ZACOM à compter du 1er janvier 2017.

Les principes retenus dans le pacte financier et fiscal en vigueur en vue de la redistribution de la taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises implantées au sein des ZAE et ZACOM sont les suivants :

- 50 % de la part communale affectée à MACS (article 11, II de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale)
- Partage de 50 % de la part communale affectée à MACS et de 50 % de la part intercommunale entre les communes selon les sous-critères de répartition suivants :
 - **Volet 1** : 25 % répartis proportionnellement selon le montant des attributions de compensation liés au transfert des ZA
 - **Volet 2** : 75 % répartis selon les critères de solidarité suivants :
 - Inversement proportionnel au potentiel financier (30 %)
 - Inversement proportionnel au revenu/habitant (30 %)
 - Inversement proportionnel à la population (30 %)
 - Proportionnel au nombre d'élèves de(s) école(s) (10 %)
- Neutralisation des prélèvements sur les attributions de compensation négatives pour les communes éligibles au fonds de concours solidaire. Les montants ainsi neutralisés seront donc déduits de la somme totale à répartir à l'ensemble des communes au titre du pacte financier et fiscal.
- L'année de référence pour ce mandat sera 2020 jusqu'en 2025, puis l'année de référence sera 2025 jusqu'à la fin du prochain mandat.

Conformément aux dispositions retenues dans le pacte financier et fiscal et selon les règles précitées, la répartition du produit foncier des zones d'activité économique (ZAE) et des zones d'aménagement commercial (ZACOM) entre les 23 communes s'effectue dans le cadre de la révision libre des attributions de compensation autorisée par les dispositions de l'article 1609 nonies C, 1° bis du code général des impôts :

« V. - (...) 1° bis Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges. »

Calculs correspondant à la mise en œuvre du pacte

Pour l'année 2021, le produit des taxes foncières des nouvelles entreprises implantées sur les ZAE et ZACOM s'élève à 94 502,29 €.

50 % du produit supplémentaire communal et intercommunal, soit 47 251,15 €, doivent être redistribués dans le cadre d'une modification du montant des attributions de compensation des communes, conformément au tableau récapitulatif ci-dessous :



ID : 040-214003048-20221209-221209_011-DE

	1/2 recette de TFPB supplémentaire à reverser au pot commun		Volet 1 - 25 % pour charge d'entretien et de renouvellement transférées des ZA		Volet 2 - 75 % au nom de la solidarité financière entre les communes		Montant du pacte financier et fiscal à verser sur les AC
	taux TFPB 2020						
ANGRESSE	19,88	820,32	3,08%	364,21	4,11%	1 455,03	998,91
AZUR	9,00	1,91	1,84%	217,10	7,18%	2 544,70	2 759,89
BENESSE-MAREMNE	15,93	0,00	6,04%	712,99	3,41%	1 208,28	1 921,27
CAPBRETON	15,45	361,95	14,04%	1 658,21	2,20%	779,39	2 075,65
JOSSE	8,70	0,00	1,20%	142,14	7,59%	2 688,45	2 830,59
LABENNE	16,46	0,00	9,29%	1 097,71	3,30%	1 170,95	2 268,65
MAGESCQ	18,15	0,00	0,37%	44,00	4,03%	1 427,68	1 471,68
MESSANGES	9,06	0,00	2,67%	315,35	3,84%	1 359,13	1 674,48
MOLIETS ET-MAA	8,62	0,00	1,65%	195,30	2,61%	924,45	1 119,75
ORX	12,02	0,00	1,18%	139,66	9,86%	3 495,76	3 635,41
SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE	13,41	27 875,63	5,49%	648,73	3,64%	1 290,94	-25 935,96
SAINT-JEAN-DE-MARSACQ	18,12	0,00	0,00%	0,00	5,10%	1 807,06	1 807,06
SAINT-MARTIN-DE-HINX	17,48	237,76	2,27%	267,82	5,24%	1 858,25	1 888,32
SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE	20,64	851,30	8,92%	1 053,16	3,31%	1 173,45	1 375,31
SAINTE-MARIE-DE-GOSSE	18,12	0,00	0,00%	0,00	6,39%	2 263,26	2 263,26
SAUBION	14,98	175,58	0,56%	66,54	4,57%	1 618,00	1 508,96
SAUBRIGUES	17,77	151,44	2,00%	236,35	5,22%	1 850,50	1 935,42
SAUBUSSE	7,45	0,00	0,00%	0,00	6,32%	2 239,30	2 239,30
SEIGNOSSE	11,66	601,76	7,40%	873,75	2,07%	733,04	1 005,02
SOORTS-HOSSEGOR	11,85	1 430,60	14,09%	1 664,92	1,67%	591,45	825,78
SOUSTONS	14,75	0,00	12,61%	1 490,07	2,69%	952,20	2 442,27
TOSSE	13,62	65,50	3,86%	455,97	3,24%	1 149,90	1 540,37
VIEUX-BOUCAU-LES-BAINS	9,91	0,00	1,43%	168,81	2,42%	857,18	1 025,99
MACS	4,66	14 677,38					
TOTAL		47 251,15		11 812,79		35 438,36	14 677,38

Proposition de variation de l'attribution de compensation

Conformément aux engagements pris au titre de la solidarité de MACS envers les communes, il est proposé pour les communes éligibles aux fonds de concours solidaires et dont l'attribution de compensation est négative que MACS assume 1/3 du montant de cette attribution de compensation.

Fonctionnement (annuel)	AC de référence précédente (après imputation des services communs)	Service commun ADS	Nouvelle AC de référence (après imputation des services communs)	1/3 AC négatives pris en charge par MACS (communes bénéficiant de la solidarité)	Pacte financier et fiscal 2022	TOTAL (y compris PFF et prise en charge 1/3 AC négatives)
	Depuis le 23/03/2021	à compter du 01/06/2022	à compter du 01/06/2022			
ANGRESSE	111 273,29	-524,25	110 749,04		998,91	111 747,95
AZUR	-26 929,04	-349,50	-27 278,54	9 092,85	2 759,89	-15 425,80
BENESSE-MAREMNE	233 972,27	-658,67	233 313,60		1 921,27	235 234,87
CAPBRETON	179 940,95	-2 258,30	177 682,65		2 075,65	179 758,30
JOSSE	-10 998,18	-255,40	-11 253,58	3 751,19	2 830,59	-4 671,80
LABENNE	757 907,70	-1 277,01	756 630,69		2 268,65	758 899,34
MAGESCQ	75 546,99	-645,23	74 901,76		1 471,68	76 373,44
MESSANGES	58 224,86	-524,25	57 700,61		1 674,48	59 375,09
MOLIETS-ET-MAA	-130 261,10	-873,75	-131 134,85		1 119,75	-130 015,10
ORX	-7 522,39	-201,63	-7 724,02	2 574,67	3 635,41	-1 513,94
SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE	511 569,17	-806,54	510 762,63		-25 935,96	484 826,67
SAINT-JEAN-DE-MARSACQ	75 835,20	-416,71	75 418,49		1 807,06	77 225,55
SAINT-MARTIN-DE-HINX	21 160,38	-457,04	20 703,34		1 888,32	22 591,66
SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE	675 074,46	0,00	675 074,46		1 375,31	676 449,77
SAINTE-MARIE-DE-GOSSE	12 613,62	-268,85	12 344,77		2 263,26	14 608,03
SAUBION	1 091,36	-457,04	634,32		1 508,96	2 143,28
SAUBRIGUES	-20 257,12	-376,38	-20 633,50	6 877,83	1 935,42	-11 820,25
SAUBUSSE	49 065,26	-201,63	48 863,63		2 239,30	51 102,93
SEIGNOSSE	47 064,93	-1 411,44	45 653,49		1 005,02	46 658,51
SOORTS-HOSSEGOR	80 043,88	13 442,26	93 486,14		825,78	94 311,92
SOUSTONS	1 104 486,05	0,00	1 104 486,05		2 442,27	1 106 928,32
TOSSE	55 724,05	-806,54	54 917,51		1 540,37	56 457,88
VIEUX-BOUCAU-LES-BAINS	-9 604,49	-672,10	-10 276,59		1 025,99	-9 250,60
Total	3 845 022,10	0,00	3 845 022,10	22 296,55	14 677,38	3 881 996,03



VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-4-2 ;

VU le code général des impôts, notamment son article 1609 nonies C ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 décembre 2001 portant création de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ;

VU les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2022/ n° 25 en date du 9 février 2022 portant modification des statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 5 février 2015 portant création et mise en œuvre d'un service commun « Application du Droit des Sols (ADS) » à compter du 1er juin 2015, et approbation du projet de convention de mise en œuvre du service entre la Communauté de communes Marenne Adour Côte-sud et les communes membres correspondant ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 28 juin 2016 portant approbation du projet d'avenant n° 1 à la convention de service commun entre MACS et les communes adhérentes au service ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 26 septembre 2019 portant approbation de l'avenant n° 2 à la convention de service commun de support et d'assistance à l'instruction de l'application des droits des sols ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 mars 2021 portant approbation de l'avenant n° 3 à la convention de service commun de support et d'assistance à l'instruction de l'application des droits des sols ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 24 mars 2022 portant imputation des coûts du service commun instruction ADS et police de l'urbanisme et mise en œuvre du pacte financier et fiscal solidaire de la Communauté de communes ;

VU la convention de service commun signée entre MACS et les 21 communes adhérentes ;

VU l'avenant n° 1 à la convention de service commun signé le 25 octobre 2016 entre MACS et les 21 communes adhérentes ;

VU l'avenant n° 2 à la convention de service commun signé le 14 novembre 2019 entre MACS et les 21 communes ;

VU l'avenant n° 3 à la convention de service commun signé le 20 mai 2021 entre MACS et les 21 communes ;

VU le rapport de la commission d'évaluation des charges transférées qui s'est réunie le 9 mars 2022 sur les évolutions des imputations sur l'attribution de compensation des communes liées au service commun instruction ADS et police de l'urbanisme ainsi qu'à la mise en œuvre du pacte financier et fiscal 2021 ;

VU l'approbation par le conseil communautaire, en séance du 24 mars 2022, du projet d'avenant n° 4 à la convention de service commun instruction ADS et police d'urbanisme ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

PREND acte de la reconduction de l'engagement pris au titre de la solidarité par MACS envers les communes, en vertu duquel, pour les communes éligibles aux fonds de concours solidaires et dont l'attribution de compensation est négative, MACS assume 1/3 du montant de cette attribution de compensation,

PREND acte des modifications d'imputation sur le montant de l'attribution de compensation de la commune à compter du 1er juin 2022, telles que retracées dans le tableau ci-dessus présenté au point n° 1 relatif au service commun ADS et police de l'urbanisme,

PREND acte des modifications d'imputation sur le montant de l'attribution de compensation de la commune à compter du 1er janvier 2022, telles que retracées dans le tableau ci-dessus présenté au point n° 2 résultants de la mise en œuvre du pacte financier et fiscal,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

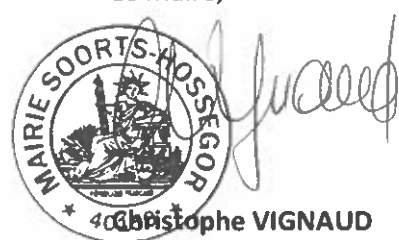
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 09 décembre 2022

Délibération n° 221209-012 : Protocole d'accord avec la SAFER Nouvelle Aquitaine relatif à l'accès à Vigifoncier

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGIER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud a souscrit à l'application numérique Vigifoncier proposée par la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). Cette adhésion, prise en charge financièrement par MACS, offre à l'ensemble de ses communes l'accès à cet outil et vient se substituer automatiquement à celle déjà souscrite par certaines d'entre elles.

Face à la pression foncière que les Communes connaissent, il y a besoin d'un regard fin et précis sur les évolutions des terres naturelles et agricoles, richesses et biens communs de notre territoire. Cet



outil permet de connaître au plus près les projets de transactions foncières et constitue un dispositif de veille foncière offrant la possibilité de se doter d'une vision d'ensemble du marché rural. Grâce à cet accès partagé, chaque commune aura donc la possibilité d'intervenir directement dans les processus de vente, en attirant l'attention de la SAFER sur des transactions non souhaitées ou en se portant elle-même acquéreur des fonciers mis en vente.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DECIDE d'approuver le projet de protocole d'accord (joint à la présente délibération) avec la SAFER Nouvelle Aquitaine relatif à l'accès à Vigifoncier dans le cadre de la convention cadre : « convention cadre relative à la surveillance et la maîtrise foncière » passé entre la SAFER Nouvelle-Aquitaine et la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord.



PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n° 221209-013 : Dérogation au repos dominical

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGIER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le classement de la ville de Soorts-Hossegor en zone touristique autorise l'ouverture dominicale des commerces non alimentaires tout au long de l'année sans autorisation préalable de l'autorité territoriale.

Les commerces de détail alimentaires restent assujettis à l'article L. 3132-13 du code du travail qui leur impose une fermeture dominicale après 13 heures. Toutefois, le maire peut autoriser les commerces de détail alimentaires à ouvrir de façon ponctuelle le dimanche après 13 heures dans la limite de douze dimanches par an. Les commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m² doivent déduire les jours fériés travaillés de la liste des dimanches autorisés.



Ces douze dimanches doivent être fixés par arrêté municipal de manière annuelle et collective (ensemble des commerçants de détail pratiquant la même activité) au niveau du territoire après consultation des commerçants, des organisations syndicales ainsi que des chambres consulaires avant le 31 décembre de l'année n-1.

L'avis de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud doit également être sollicité.

VU la loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi Macron et notamment son article 250,

VU la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, couramment appelée loi Travail, et notamment son article 8,

VU l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

VU l'article L 3132-26 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral des Landes en date du 7 avril 2010 classant la commune de Soorts-Hossegor en commune d'intérêt touristique,

CONSIDÉRANT qu'en raison de l'évolution des habitudes de consommation et des activités commerciales, il importe de prendre des mesures de nature à permettre des aménagements dans le temps de travail tout en garantissant la règle du repos hebdomadaire des salariés,

CONSIDÉRANT l'intérêt de faire bénéficier les commerçants des dispositions de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 et la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 qui tout en réaffirmant le principe du repos dominical donné aux salariés, ont été modifiées en portant à 12 le nombre maximal de dérogations qu'un maire peut donner à cette règle,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ÉMET un avis favorable, sur proposition de Monsieur le Maire, d'accorder annuellement 12 dérogations municipales au repos dominical pour les commerces de détail alimentaires pour l'année 2023.

AUTORISE Monsieur le Maire à saisir les commerçants, les organisations syndicales, les chambres consulaires du département ainsi que la communauté de communes MACS.

PRÉCISE qu'un arrêté fixera les modalités des ouvertures dominicales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 12 décembre 2022

Délibération n° 221209-014 : Modification des tarifs des jetons de lumière du complexe du tennis

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Vu le contrat de délégation de service public approuvé par l'assemblée délibérante le 14 juin 2018,

Vu la délibération n°220204-21 du 4 février 2022 modifiant les tarifs de tennis fixés par délibération en date du 14 septembre 2018,



CONSIDÉRANT le souhait du délégataire, « Hossegor tennis club et padel » de modifier certains tarifs du service notamment le tarif des jetons de lumières en raison de l'inflation et de l'augmentation du coût de l'énergie.

CONSIDERANT que le conseil municipal doit approuver cette augmentation.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE « Hossegor tennis club et padel » à modifier, à compter du 1^{er} janvier 2023, les tarifs suivants :

- le prix du jeton de lumière au tennis à 2,20 € (au lieu de 2,50 €).

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 décembre 2022

Délibération n° 221209-015 : Versement d'une gratification dans le cadre du dispositif chantier jeunes

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Cette action menée par le pôle enfance jeunesse, a pour objectif de permettre aux jeunes d'occuper de façon enrichissante et éducative leurs vacances scolaires en participant à la réalisation de petits travaux d'utilité collective. Cette première expérience dans la vie active revêt un caractère formateur pour les jeunes, dans une démarche citoyenne.

Ce dispositif est proposé aux jeunes âgés de 11 à 17 ans inscrits à « l'espace jeunes » qui ont un projet individuel ou collectif.



En échange de leur participation à ce dispositif, les jeunes se verront verser une gratification de 75€ par chantier effectué, soit pour un projet individuel lié au sport, à la culture, à la mobilité... ; soit pour un projet collectif via l'Association Temporaire d'Enfants et adolescents acteurs Citoyens (ATEC).

Les chantiers se déroulent sur une semaine, à raison de 15h/semaine. Quatre chantiers par an seront proposés. Un dossier de candidature sera déposé par le jeune auprès du service jeunesse et une convention sera établie.

Les dossiers seront étudiés semestriellement et la gratification sera versée directement au jeune pour un projet individuel soit via l'association (ATEC) pour un projet collectif ; le bénéficiaire s'engage à fournir les documents nécessaires à l'instruction de la demande d'aide financière.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ACCEPTE de valider le principe de cette gratification.

APPROUVE le principe d'attribution d'une aide à hauteur de 75 € dans le cadre d'une participation à un « chantier jeune ».

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

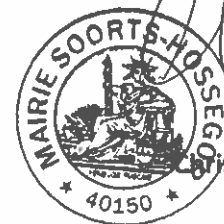
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 09 décembre 2022

Délibération n° 221209-016 : Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et institution du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L714-4 à L714-13,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte



des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

VU l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État, Conformément au principe de parité,

VU l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps interministériels des attachés d'administration de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU L'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des assistants de service social des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pris pour actualisation des équivalences de la fonction publique de l'Etat des différents cadres d'emplois des filières administrative, technique, médico-sociale, culturelle, sportive et animation,

VU la délibération OJ-n°8 du 29 mai 2015, portant sur l'actualisation du régime indemnitaire,

VU la délibération OJ-n°2 du 13 janvier 2017, portant sur la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération OJ-n°2 du 8 novembre 2019, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération n°211210-12 du 10 décembre 2021, portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), étendant les bénéficiaires de l'IFSE,

VU la délibération n°220708-011 du 08 juillet 2022, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), et notamment sur la mise en œuvre de la prime de saison.

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer une rémunération équitable et adaptée aux sujétions de l'ensemble des agents éligibles au RIFSEEP,

CONSIDÉRANT les montants annuels maxima prévus par les textes susvisés,

VU l'avis unanime favorable du Comité Technique en date du 4 octobre 2022,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier la délibération OJ n°2 du 13 janvier 2017 et la délibération n°220708-011 du 08 juillet 2022 comme suit :

Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima de l'I.F.S.E. :

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite des plafonds prévus précisés par arrêtés ministériels.

Pour l'attribution de l'IFSE, des groupes de fonctions, par catégorie hiérarchique, sont créés sur la base des critères professionnels suivants ;

Groupes de fonctions et montants maxima annuels (mise à jour des plafonds) :

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Pour les agents de catégorie A

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
A1 Direction Générale	46 920 €
A2 Responsable de service	40 290 €
A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	36 000 €

Pour les agents de catégorie B

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	19 660 €
B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	18 580 €
B3 Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	17 500 €

Pour les agents de catégorie C

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	11 340 €
C2 Technicité et expertise transversales	10 800 €



Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés, l'IFSE s'appliquera comme suit :

- En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service et maladie professionnelle) : l'IFSE suivra le sort du traitement,
- Durant les périodes où l'agent exerce son activité dans le cadre du Temps partiel thérapeutique, l'IFSE suivra le sort du traitement,
- Pendant les congés annuels, les congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption : il sera maintenu intégralement.

Modulations individuelles de l'I.F.S.E. :

L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise versée aux agents sera réexaminée dans les conditions suivantes :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi relevant d'un même groupe de fonctions ;
- Tous les ans (dans le cadre de l'évaluation professionnelle), en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent (cette disposition sera également applicable aux emplois fonctionnels à l'issue de la première période de détachement) ;
- En cas de changement de grade, de cadre d'emplois suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

Mise en place du Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.)

Principe :

Le C.I.A. est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Il s'agit d'une prime qui valorise également les missions exceptionnelles d'un agent.

L'attribution du CIA s'effectue à l'issue de l'évaluation professionnelle de l'agent ayant atteint ses objectifs de l'année précédente et à partir des critères suivants :

- Posture professionnelle / Manière de servir ;
- Technicité / Engagement Professionnel ;
- Missions exceptionnelles.

Bénéficiaires :

Le CIA est institué selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat aux agents titulaires, stagiaires, en CDI et contractuels de droit public, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

Détermination des groupes de fonctions, des montants maxima et des conditions d'attributions :

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Pour les agents de catégorie A

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
---------------------	----------------------------------

A1 Direction Générale	8 280 €
A2 Responsable de service	7 110 €
A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	6 350 €

Pour les agents de catégorie B

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	2 680 €
B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	2 535 €
B3 Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	2 385 €

Pour les agents de catégorie C

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	1260 €
C2 Technicité et expertise transversales	1200 €

Intégration de la prime de saison au C.I.A. :

La prime de saison est intégrée au C.I.A.

La prime de saison ne sera plus versée en dehors du RIFSEEP car elle constitue désormais une composante du C.I.A. (excepté pour la filière Police Municipale qui n'est pas éligible au RIFSEEP).

Périodicité de versement du C.I.A. :

Le CIA fera l'objet d'un versement en une seule fois par an au cours du premier trimestre et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Au même titre que l'IFSE, Le C.I.A. versé aux agents à temps non complet sera calculé au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

Clause de revalorisation des montants maxima fixés par les textes réglementaires :

Les montants maxima (plafonds) déterminés ci-avant évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 14 décembre 2022.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

PRÉCISE que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 14 décembre 2022.

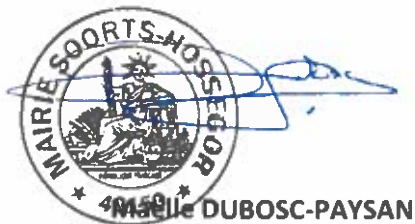
PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

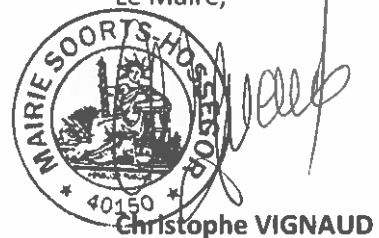
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Mme DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 09 décembre 2022

Délibération n°221209-017 : Tableau des effectifs : ouverture de postes

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir des postes aux grades des agents recrutés aux services du Patrimoine Bâti, des Espaces Naturels et des Espaces Verts.

VU l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines réunion en date du 1^{er} juin 2022,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- 3 postes d'Adjoints techniques territoriaux pour la stagiairisation des agents aux services Patrimoine Bâti, et Espaces Verts à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- 1 poste d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe pour le recrutement par voie de mutation de l'agent au service des Espaces Naturels à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 09 décembre 2022

Délibération n°221209-018 : Tableau des effectifs pour la fin d'année 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 9 décembre à dix-sept heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux décembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ, Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Paul GONÇALVES, Henri ARBEILLE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents représentés : André JAKUBIEC a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Michel VILLEGER a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Edouard DUPOUY a donné procuration à Jean BELLOCQ, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathilde VINTROU a donné procuration à Paul GONÇALVES, Baudouin MERLET a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration Henri ARBEILLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Mathieu PARAILLOUS, David MINVIELLE, Lionel BARBERIS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales notamment les articles R.2313-3 et L.2313-1

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.



CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir des postes aux grades des agents recrutés tout au long de l'année 2022 pour répondre aux nécessités de continuité du service public,

ID : 040-214003048-20221209-221209_018-DE

CONSIDÉRANT que la collectivité a procédé à la suppression de 10 postes au tableau des effectifs pour l'année 2022, à la suite des avancements de grade et promotion interne de l'année 2021-2022 donnant lieu à des postes vacants,

VU l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 1^{er} juin 2022,

VU l'avis favorable du Comité technique réuni le 4 octobre 2022.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

ADOpte le tableau des emplois ci-dessous

TC : temps complet

TNC : temps non complet

TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR

TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR						
FILIERE	CATEGORIE	GRADE	NOMBRE D'AGENT	TEMPS DE TRAVAIL	VACANT	GENRE
Administrative	A	DGS	1	TC	0	1 Homme
		Attaché	0	TC	1	
		Attaché Principal	1	TC	0	1 Femme
		Attaché hors classe	1	TC	0	1 Femme
	B	Rédacteur	1	TC	0	1 Homme
		Rédacteur Principal 1ère classe	3	TC	1	3 Femmes
	C	Adjoint Administratif	8	TC	5	6 Femmes et 2 Hommes
		Adjoint Administratif Principal 2ème classe	3	TC	1	3 Femmes
		Adjoint Administratif Principal 1ère classe	9	1 TNC	1	9 Femmes
SOUS TOTAL ADMINISTRATIF			27		9	A : 2 Femmes et 1 Homme
						B : 3 Femmes et 1 Homme
						C : 18 Femmes et 2 Hommes
Technique	A	Ingénieur Principal	1	TC	0	1 Homme
		Ingénieur hors classe	1	TC	0	1 Homme
	B	Technicien Principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
	C	Adjoint Technique	17	TC	1	3 Femmes et 14 Hommes
		Adjoint Technique principal de 2ème classe	4	TC	0	1 Femme et 3 Hommes
		Adjoint Technique principal de 1ère classe	13	TC	3	1 Femme et 12 Hommes
		Agent de Maitrise	3	TC	1	3 Hommes
Agent de Maitrise Principal		9	TC	1	1 Femme et 8 Hommes	



				A : 0 Femme et 2 Hommes			
				ID : 040-214003048-20221209-221209_018-DE			
SOUS TOTAL TECHNIQUE				49		6	B : 0 Femme et 1 Homme C : 6 Femmes et 40 Hommes
Médico-Sociale	A	Educatrice jeunes enfants	1	TC	0	1 Femme	
		Puéricultrice hors classe	1	TC	1	1 Femme	
	B	Auxiliaire Puériculture de classe supérieure	5	TC	0	5 Femmes	
		Auxiliaire Puériculture de classe normale	1	TC	0	1 Femme	
	C	Agent Social	5	1 TNC	1	4 Femmes et 1 Homme	
		Agent Social Principal 2ème classe	1	TC	0	1 Homme	
		Agent Social Principal 1ère classe	1	TC	0	1 Femme	
		ATSEM Principal de 1ère classe	1	TC	1	1 Femme	
SOUS TOTAL SOCIAL				16		3	A : 2 Femmes et 0 Homme B : 6 Femmes et 0 Homme C : 6 Femmes et 2 Hommes
Animation	C	Adjoint d'Animation	1	TC	1	1 Homme	
SOUS TOTAL ANIMATION				1		1	A : 0 Femme et 0 Homme B : 0 Femme et 0 Homme C : 0 Femme et 1 Homme
Police Municipale	C	Brigadier-Chef Principal	5	TC	0	1 Femme et 4 Hommes	
		Brigadier - Gardien	0	TC	1		
SOUS TOTAL POLICE MUNICIPALE				5		1	A : 0 Femme et 0 Homme B : 0 Femme et 0 Homme C : 1 Femme et 4 Hommes
Sportive	B	Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme	
SOUS TOTAL SPORTIF				1		0	A : 0 Femme et 0 Homme B : 0 Femme et 1 Homme C : 0 Femme et 0 Homme
TOTAL DES EFFECTIFS				NOMBRE D'AGENT 99		VACANT 20	Cat A : 4 Femmes et 3 Hommes Cat B : 9 Femmes et 3 Hommes Cat C : 31 Femmes et 49 Hommes

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

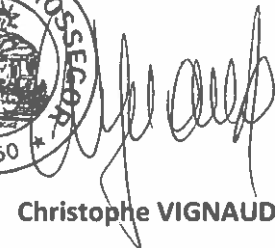
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSEGOR, le 9 décembre 2022,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD